



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Groupes des élus de la Région
Rhône-Alpes

Lyon, le 24 octobre 2012

Plastic Omnium : Halte à la casse Sociale !

Il est des jours en Ardèche où le ciel est bien bas... C'était le cas, ce mardi, lorsque nous nous sommes rendus à Saint Desirat pour rencontrer le Comité d'Entreprise de Plastic Omnium. Des salariés, qui, une fois de plus, ont reçu le ciel sur la tête lorsque la direction leur a fait part de l'urgence de réduire les coûts salariaux pour espérer une reconstruction de l'atelier de peinture parti en fumée au mois de mars dernier.

Le PDG De Plastic Omnium, Laurent Burelle, se dit prêt à investir 20 M€ sur les sites Ardéchois, en échange d'un « effort » consentis par les salariés : La suppression de 95 postes, 70 licenciements et 25 mutations, concentrée sur la R&D et la maintenance, assortie de choix à effectuer parmi une liste de possibles réductions budgétaires : la remise en cause de l'accord des 35h, la perte de 7 jours de RTT, le gel des salaires pendant 4 ans, la suppression de l'intéressement et la baisse de la prime d'ancienneté...

Faites le calcul, 10% de baisse du coût salarial et une prime d'assurance à 8M€ pour la reconstruction de l'atelier, les 20 M€ sont tout trouvés et il n'y a aucun investissement de Plastic Omnium !

C'est un chantage scandaleux, de la part d'un PDG, qui annonce un Chiffre d'Affaire de 4,2 Milliards d'Euros fin 2011, et une augmentation de 18,4% au premier semestre 2012.

Un chantage scandaleux, de la part d'un PDG qui dit « investir dans la R&D pour maintenir son leadership technologique », qui n'hésite pas à lever 250M€ en obligation pour financer son développement à l'étranger et supprime en parallèle toute la R&D du site ardéchois.

Un ciel bien bas, qui cache les vraies raisons de ce chantage La stratégie à moyen terme n'est pas connue des salariés, il y a de fortes inquiétudes quant aux contrats avec Renault Trucks, Volvo et Mercedes.

Monsieur Burelle doit savoir que l'urgence n'est pas de casser les syndicats, ni de nier les compétences des salariés et encore moins de « parier » sur des menaces de privation d'emploi pour les familles Ardéchoises ! L'urgence est d'investir sur les sites de Saint Désirat, d'Andance et de Félines pour développer un outil de production performant, qui a toute sa place dans la sous-traitance automobile.

Nous avons fait part aux salariés de notre soutien et nous interpellons le Préfet et le commissaire au redressement productif. Nous souhaitons rencontrer la Direction pour éclaircir ses projets quant au devenir des sites ardéchois et des 1097 femmes et hommes qui y travaillent.